

Trappes, le 22 janvier 2020

Monsieur le Préfet,

Vous avez invité notre organisation syndicale à assister à la cérémonie de vos vœux pour l'année 2020.

Nous vous informons que nous ne nous y rendrons pas.

Comment venir assister au discours d'un représentant de l'Etat, chargé de mettre en œuvre les mesures politiques d'un gouvernement qui méprise les organisations syndicales et reste sourd et sans réponse face aux revendications légitimes des salarié.es, privé.es d'emplois, ubérisé.es et retraité.es ?

Nous en voulons pour preuve :

- Les propos d'un député de la majorité actuelle, sans réaction du gouvernement, traitant les grévistes de « preneur d'otage » et allant même jusqu'à les comparer de « terroristes »
- L'absence de réponse dans le cadre de la mobilisation historique contre le projet de réforme de retraite à point, refus largement partagé par les salariés selon les différents sondages d'opinion : plus de 45 jours de grèves consécutifs à la SNCF et à la RATP, des grévistes issus de plusieurs milliers d'entreprises privées ou services publics y compris des assistantes maternelles, des aides à domicile, des salariées de maison de retraite, des AVS, des millions de manifestants aux différentes manifestations.
- La non réponse aux revendications laissant de fait le pourrissement des situations est d'ailleurs une attitude habituelle de ce gouvernement : par exemple non réponse aux revendications des sapeurs pompier en grève depuis cet été, idem pour le personnel hospitalier.

Comment être présents sous les ors de la République alors que ladite République joue de la matraque et du LBD pour faire taire toute forme de contestation, comme cela s'est passé notamment à Mantes la Jolie pour 151 lycéens humiliés le 6 décembre 2018 ou que la lutte contre les discriminations et les agressions haineuses ou la lutte contre les violences faites aux femmes relèvent plus de l'affichage que de mesures concrètes assorties des moyens nécessaires ? C'est parce que les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité sont pour nous fondamentales qu'il nous importe qu'elles soient des réalités pour l'ensemble des habitants et non un slogan vidé de sens.

Par ailleurs, en votre qualité d'employeur, vous appliquez la réforme de la nouvelle organisation territoriale de l'Etat, réorganisation pathogène et anxiogène pour les agents de l'Etat. Quid de leurs missions et du sens de leur travail, quid de leur affectation physique de travail, quid des mutualisations engendrant de fait des suppressions de postes.

Vous l'avez compris, Monsieur le Préfet, pour nous l'heure n'est pas à se réunir autour d'une coupe de champagne mais à répondre aux urgences sociales et environnementales :

- Le maintien et le renforcement du régime de solidarité interprofessionnelle de retraite et un âge maximum de départ à la retraite à 60 ans via un financement qui repose sur une augmentation généralisée des salaires et une réelle égalité professionnelle entre les

femmes et les hommes et notamment au niveau salarial (24 % d'écart de salaire à ce jour). Par conséquent, le retrait du projet de réforme de retraite à point.

- Une réelle prise en compte de la pénibilité au travail (gestes, ports de charges lourdes, rythmes de travail, exposition aux produits chimiques etc...) à partir de la réalité des conditions de travail spécifiques à chaque métier, avec des garanties collectives, c'est-à-dire des mesures permettant de supprimer ou réduire cette pénibilité (ce qui est souvent possible) ou de réelles compensations pour les cas où la pénibilité ne peut être supprimée.
- Un renforcement des services publics de proximité (notamment hôpitaux, pompiers, éducation nationale, finances publiques, ministère du travail, agents territoriaux, transport en commun, dont le fret ferroviaire, culture), répondant aux besoins des usagers et non à des critères de rentabilité économique, avec des moyens matériels et du personnel formé et rémunéré à hauteur de leur formation.

Nous vous prions, Monsieur le Préfet, de recevoir nos meilleurs vœux de luttés des travailleurs pour vivre dignement dans un monde solidaire et de paix.

Pour l'UD CGT 78
Sonia POROT
Secrétaire Générale

